

Chanoz Dossier



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Direction départementale des territoires

Service aménagement, biodiversité et eau

Affaire suivie par : Francis FISCHER
Tél : 03 87 23 70 84
Télécopie : 03 87 24 31 72
Mél : francis.fischer@moselle.gouv.fr
Réf. : FF/MO Code : ASPE-L7
Objet : Dossier de déclaration
Accord immédiat

Madame HOUPERT Monique
18 rue des Fleurs
57510 SAINT-JEAN-ROHRBACH

Metz, le 15 mai 2012

P. J. : 1 dossier
Récépissé de déclaration

Madame,

J'accuse réception du dossier de déclaration, au titre du code de l'environnement (Loi sur l'Eau), concernant l'opération suivante :

➤ **Réalisation d'un puits pour l'alimentation du bétail à Saint-Jean-Rohrbach**

Les références administratives de ce dossier sont les suivantes :

- Date de réception du dossier au guichet unique de l'eau : 20/03/2012
- Numéro d'enregistrement au guichet unique de l'eau : 57-2012-00044
- Dossier réalisé par : BE PLUME ECI

Je vous précise qu'après étude, votre dossier est complet et régulier.

Je vous prie de trouver ci-joint "**le récépissé clôturant son instruction administrative**".

Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception du présent courrier**. Le descriptif de l'opération est joint au présent courrier.

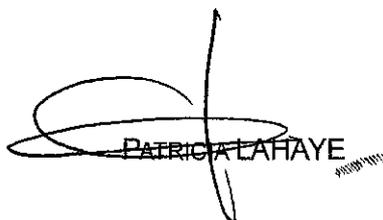
Je vous rappelle que cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers durant un délai de un an, dans les conditions définies à l'article R. 421-1 du code de la justice administrative.

Une copie du récépissé sera affichée à la mairie de SAINT-JEAN-ROHRBACH où cette opération doit être réalisée, pendant une durée minimale d'un mois. Le dossier de déclaration sera consultable en mairie.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Copie transmise pour information :
BE PLUME ECI

LA RESPONSABLE DE L'UNITE POLICE DE L'EAU


PATRICIA LAHAYE



PREFET DE LA MOSELLE

Direction départementale des territoires

Service aménagement, biodiversité et eau

Affaire suivie par : Francis FISCHER
Tél : 03 87 23 70 84
Télécopie : 03 87 24 31 72
Mél : francis.fischer@moselle.gouv.fr
Réf. : FF/MO Code : ASPE-L7

**Monsieur le Maire
de la commune de St-Jean-Rohrbach
24 rue Nationale
57510 SAINT-JEAN-ROHRBACH**

Objet : Dossier de déclaration au titre du code de l'environnement

Metz, le 15 mai 2012

**PJ : Dossier de déclaration
Récépissé de déclaration
Courrier de notification**

Monsieur le Maire,

J'accuse réception du dossier de déclaration, au titre du code de l'environnement (Loi sur l'Eau), concernant l'opération suivante :

➤ **Réalisation d'un puits pour l'alimentation du bétail à Saint-Jean-Rohrbach**

Ce dossier a été déposé par : Mme Monique HOUPERT

Je vous transmets, sous ce pli, pour information :

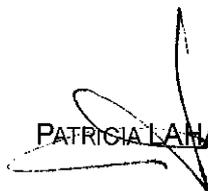
- un exemplaire du dossier de déclaration ;
- un exemplaire du «**récepissé de déclaration n° 57-2012-00044** en date du 11 mai 2012 , accompagné du courrier de notification.

Conformément à la réglementation en vigueur, je vous remercie d'afficher en mairie durant une période de un mois minimum, copie du récepissé de déclaration.

A l'issue de cette période, vous voudrez bien me retourner un certificat d'affichage précisant les dates de publication.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de ma considération distinguée.

LA RESPONSABLE DE L'UNITE POLICE DE L'EAU


PATRICIA L'HAYE

FICHE DESCRIPTIVE

REALISATION D'UN Puits POUR L'ALIMENTATION DU BÉTAIL SUR LA COMMUNE DE SAINT-JEAN-ROHRBACH

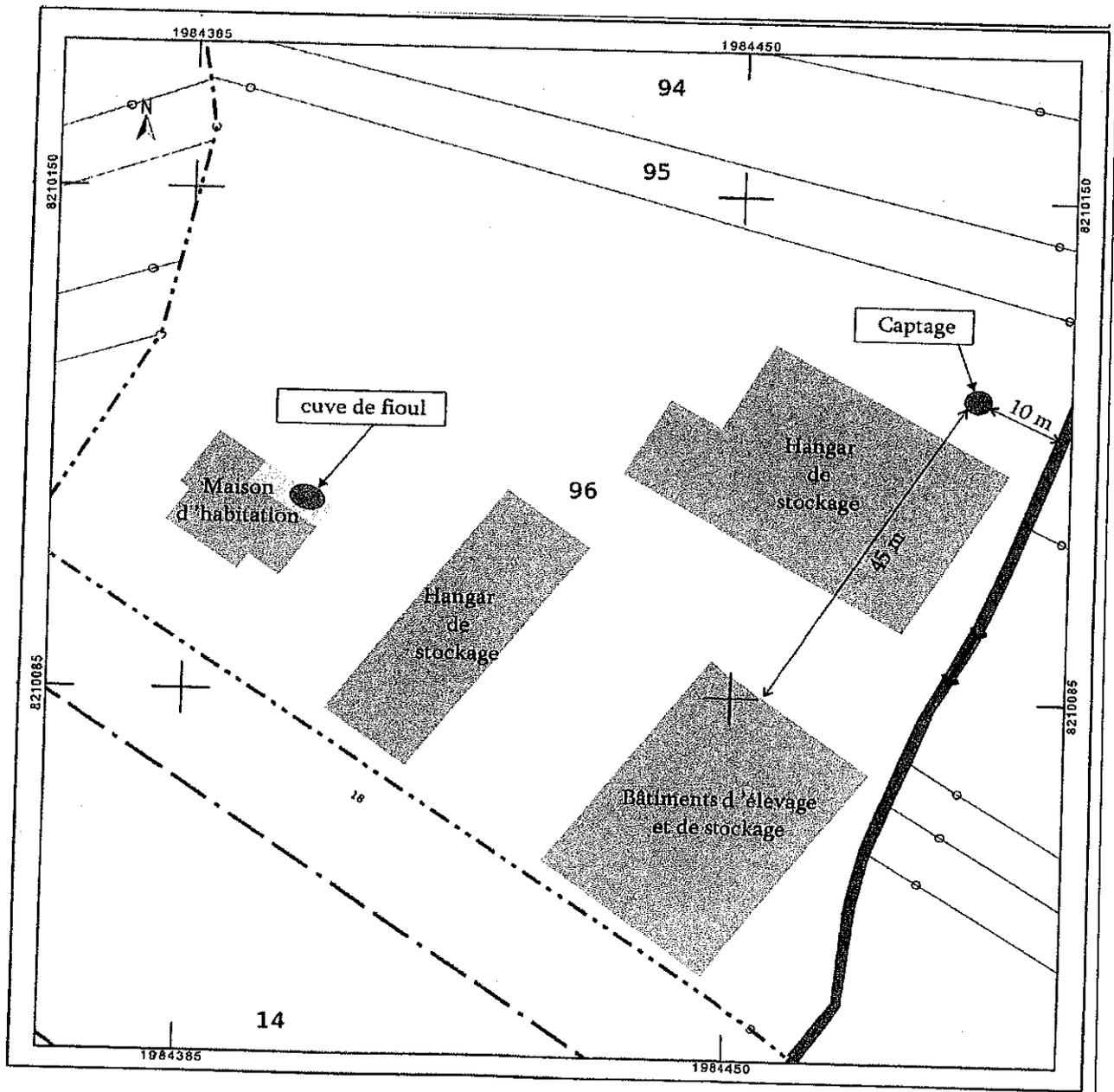
Récépissé n° 57-2012-00044

1 - GENERALITES

Maître d'ouvrage :

Madame HOUPERT Monique
18 rue des Fleurs
57510 SAINT-JEAN-ROHRBACH
Tél. : 06.85.58.86.44

Plan de situation du IOTA



IMPLANTATION DU FORAGE

Le forage sera implanté à 45 m au Nord/Nord-Est de l'exploitation agricole, parcelle 96 section 35.

Coordonnées Lambert II

X = 933 183 m

Y = 2 457 136 m

Nom et code de la masse d'eau souterraine : Masse d'eau imperméable localement aquifère (CG008).

CARACTERISTIQUES DU FORAGE

Technique de forage	Marteau fond de trou avec tubage provisoire
Foration	Ø = 180 mm
Equipement	Crépine PVC à fentes ouverte 1 mm Ø = 112/125 mm de 8 à 17 m
	Tube PVC plein : Ø = 112/125 mm de 0 à 8 m Boîte à boue de 17 à 20 m
Extrados	Cimentation de 0 à 5 m
	Bouchon d'argile de 5 à 6 m Massif filtrant de 6 à 20 m
Profondeur finale	20 m
Tête d'ouvrage	Avant-puits maçonné avec margelle et capot de protection métallique cadénassable
Essais de pompage	Pompage de dessablage max 12 h : Q_{max} = estimé à 5 m ³ /h – Rejet au sol à 30 m du puits
Mesure de suivi et de contrôle	Sur la conduite de refoulement de la pompe du puits, un compteur volumétrique sera disposé afin de comptabiliser les volumes pompés

Le débit instantané sera compris entre 1 et 3 m³/h. Le fonctionnement sera de 2 à 3 h/j.

Volume maximal annuel : 2000 m³



PRÉFET DE LA MOSELLE

Direction Départementale des territoires
Service aménagement, biodiversité et eau

**RECEPISSE DE DECLARATION
CONCERNANT LE PROJET DE RÉALISATION D'UN PUIIS POUR
L'ALIMENTATION DU BÉTAIL
SUR LA COMMUNE DE SAINT-JEAN-ROHRBACH**

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code de l'environnement ;

VU le dossier de déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçu le 20 mars 2012 présenté par Mme Monique HOUVERT enregistré sous le n° 57-2012-00044

**DONNE RECEPISSE A
Madame HOUVERT Monique
18 rue des Fleurs
57510 SAINT-JEAN-ROHRBACH**

de sa déclaration concernant le projet de réalisation d'un puits pour l'alimentation du bétail sur la commune de Saint-Jean Rohrbach.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements entrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique concernée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Arrêté de prescriptions générales à respecter
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	arrêté du 11 septembre 2003 modifié par arrêté du 7 août 2006

Le déclarant peut débiter les travaux dès réception du présent récépissé de déclaration ; ceux-ci devront être réalisés conformément au dossier déposé. L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R 216-12 du code de l'environnement.

Les caractéristiques principales de l'ouvrage sont précisées dans la fiche descriptive ci-jointe.

Une copie du récépissé sera affichée à la mairie de la commune de SAINT-JEAN-ROHRBACH où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et le dossier de déclaration sera consultable en mairie.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Moselle (www.moselle.gouv.fr -Territoires – eau et pêche – Décision du domaine de l'eau – déclaration et autorisation) durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg :

En application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement :

« sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L. 214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche éventuelle d'infraction.

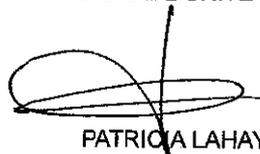
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Metz, le 11 mai 2012

Pour le Préfet et par délégation,

LA RESPONSABLE DE L'UNITE POLICE DE L'EAU



PATRICIA LAHAYE

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.